

## Une virulente tribune sur les écoles de commerce dans "Le Monde" suscite des réactions en série chez leurs dirigeants

"En école de commerce, des 'élites' médiocres et corruptrices." Une tribune publiée le 21 septembre 2018 dans la version papier du *Monde* (et sur le web sous le titre "[Monsieur, je paie votre salaire de prof, donc je fais ce que je veux...](#)") suscite des réactions indignées de la communauté des écoles. L'auteur, Michael Lainé, chargé de cours en économie à Sciences Po Lille, membre des "Économistes atterrés", "s'interroge sur une relation commerciale où l'achat du diplôme l'emporte sur l'objectif de formation". La CGE devrait réagir sous peu dans *Le Monde*, qui explique ses choix à AEF info.

Une tribune polémique sur les écoles de commerce, publiée le 21 septembre dans *Le Monde*, suscite actuellement de vives protestations dans le milieu des business schools. Elle est signée par Michael Lainé, chargé de cours en économie à Sciences Po Lille et membre des "Économistes atterrés". Pour lui, qui dit avoir enseigné "pendant un an" dans une école qui n'est jamais citée, "ce qui se passe en école de commerce n'a rien en commun avec ce que l'on est en droit d'attendre de l'enseignement supérieur". Il y dénonce une "corruption institutionnalisée" et "une sélection par la médiocrité et une loi du silence", décrivant des étudiants d'un niveau indigent, "intolérants à l'effort, à la frustration ou à l'ennui", et des professeurs obligés de relever les notes sous la pression de l'administration. "L'objet de la transaction n'est pas une formation de qualité, mais un diplôme monnayable sur le marché du travail", écrit-il.

### En école de commerce, des « élites » médiocres et corruptrices

L'économiste Michaël Lainé fait un récit au vitriol de son expérience de professeur dans une « business school »

Par MICHAËL LAINÉ

L'université est décriée pour son niveau et les inégalités qui s'y perpétuent. Étrangement, les écoles de commerce échappent à la critique. J'ai travaillé dans l'une d'elles pendant un an, après avoir exercé auparavant dans trois universités, et aujourd'hui à Sciences Po Lille. Mais ce qui se passe en école de commerce n'a rien en commun avec ce que l'on est en droit d'attendre de l'enseignement supérieur.

Les étudiants y calent les tables avec des billets de 50 euros ; leur emploi du temps est si chargé qu'il leur faut deux téléphones portables, un « perso » et un « pro ». On s'était cru dans une école, on se découvre dans une garderie. Pas de bibliothèque : trop coûteux, et puis de toute façon, les étudiants ne lisent pas. Globalement, les étudiants se montrent intolérants à l'effort ou à la frustration. Bien sûr, une minorité se révèle motivée et douée. Seulement, très rares sont ceux qui prennent des notes. Quand on tente de les faire travailler, quelques-uns répliquent sur le ton de l'évidence : « Mais monsieur, je paie votre salaire, donc je fais ce que je veux. »

J'ai cru, en arrivant, au discours que les écoles de commerce tiennent sur elles-mêmes : on paie des frais d'inscription certes élevés,

mais, à la fin, nos futures élites auront des compétences solides. En fait de compétences, j'ai vite déchanté. A quelques mois du diplôme, la plupart ne savent pas ce qu'est un seuil de rentabilité ; la vue d'un bilan ou d'un compte de résultat les effraie aussi sûrement qu'un crucifix terrorise les vampires ; leur anglais est incompréhensible pour qui ne parle pas français ; calculer un taux de croissance suscite le désarroi, même parmi les « bons » éléments... On se rassure en se disant que, pour des collégiens, ils ne sont pas si mauvais. Et puis, on les entend parler de leurs stages dans les meilleures entreprises...

#### INDIVIDUS TOUT-PUISSANTS

Au début, on est bien un petit peu incrédule. Tous les collègues serinent que le niveau est différent, qu'il faut s'adapter, c'est-à-dire abaisser ses exigences. Mais cela ne suffit pas. Entre les étudiants et l'école, la relation est commerciale. L'objet de la transaction n'est pas une formation de qualité, mais un diplôme monnayable sur le marché du travail. Le taux d'échec à l'examen est encore trop élevé. Un responsable hiérarchique me répétait qu'il fallait que je fasse « une gaussienne autour de 12 » pour la notation. Je lui répondais « mérite », « travail » et « niveau ». Il m'assénait : « S'ils ont de mauvaises notes, c'est ton échec. »

Je me souviens d'une épreuve où la moyenne était de 6,5/20. Je suis convoqué par deux responsables. L'entame est habile : « Je suis sûr que tu les as notés selon leur vrai niveau. » Ils font l'éloge de mon intégrité et de ma compétence, et me parlent d'« adapta-

tion » et de « pragmatisme ». Traduction : je ne peux attendre des étudiants la même compétence qu'à l'université. Ils m'invitent à relever toutes les notes de deux points.

Quand cette pression amicale ne suffit pas, la direction organise jusqu'à cinq sessions de rattrapage. Parfois, elle s'embarrasse de moins de scrupules. Aussi a-t-elle décidé, sans nous avertir, de remonter de trois points toutes les moyennes. Certains d'entre nous l'ont su par les étudiants. Ceux-ci apprennent très tôt les règles du jeu. Dès la première année, un étudiant rejeta sur moi son manque de travail : « J'ai l'esprit de compétition : si je n'ai pas une bonne note, je vais voir M.X [responsable des relations avec les étudiants] pour qu'il remonte ma moyenne. »

Comment cautionner ces pratiques de corruption institutionnalisée ? Comment accepter que les diplômés de l'université, pourtant d'un meilleur niveau, deviennent les subordonnés de ces individus tout-puissants et incompetents ? J'ai donc démissionné. Dans leur écrasante majorité, mes collègues me donnent raison. Seulement, vous comprenez, la paie est bonne, il y a les enfants... Et puis, beaucoup ne peuvent pas partir, la barre est trop haute à la fac. Alors ils ravalent leurs états d'âme. Ainsi s'instaure une sélection par la médiocrité et une loi du silence. Le tout au nom de l'excellence. ■

Michaël Lainé est chargé de cours en économie à Sciences Po Lille et membre des Economistes atterrés

"Économiste atterré ou professeur atterrante ?"

Sur Twitter, les réactions à la tribune se sont multipliées tout le week-end : "L'[APHEC](#) condamne l'article de M. Lainé qui salit toute une filière pourtant performante au service de ses étudiants", écrit l'association de profs de prépa HEC. Après avoir cité Audiard, Bernard Belletante, directeur général de l'EM Lyon, ajoute : "Comment un économiste, même atterré, peut écrire cela sans hypothèses, sans données, sans démonstration et modèle d'analyse ? La réponse, c'est la haine et elle est mauvaise conseillère." Loïck Roche, directeur général de Grenoble EM, renchérit : "Détruire pour détruire ! D'un point de vue particulier, l'ériger en généralité : début exact de la définition d'une pensée narcissique qui, publiée et diffusée avec la complicité du *Monde* sans aucune mise en perspective, devient perverse." Quant à Stéphan Bourcieu, DG de Burgundy SB, il s'interroge : "Économiste atterré ou professeur atterrante ? Tout n'est pas parfait dans les écoles mais cette présentation est à charge et relève du règlement de comptes."

un ENSEIGNANT passé par l'EDC business school

Contacté par AEF info, Michael Lainé n'a pas donné suite, mais une recherche biographique indique que si son parcours s'est presque intégralement déroulé à l'université, il est brièvement passé par l'EDC business school en tant qu'enseignant non permanent, une école de commerce privée parisienne, membre de la CGE, habilitée à délivrer le grade de master par la [CEFDG](#) (habilitation obtenue pour trois ans [à partir du 1er septembre 2017](#)), accréditée [Epas](#) par l'[EFMD](#) et rachetée en juin 2017 par le groupe espagnol Planeta ([lire sur AEF info](#)), déjà propriétaire, en France, de l'[ESLSCA](#) ([lire sur AEF info](#)). L'EDC Business school confirme qu'il a été embauché comme enseignant-chercheur en économie pour une année académique, de septembre 2017 à août 2018.

Même si l'école n'est pas directement nommée dans la tribune incriminée, le lien a été très vite établi sur les réseaux sociaux après consultation du CV de l'auteur. Le tout nouveau directeur de l'EDC business school, William Hurst, ancien patron de la branche Executive education d'Audencia ([lire sur AEF info](#)), fait savoir à AEF info qu'il ne souhaite pas commenter cet article "constitué de généralités et de dénonciations infondées", et que "les mots et caricatures utilisés ont heurté toutes les parties prenantes de l'EDC", une école "présente depuis 70 ans dans le paysage de l'enseignement supérieur [...], plus que jamais fédérée autour de la nouvelle dynamique en place".

des écoles dénoncent un amalgame

Dans leurs réactions à la tribune, les dirigeants d'écoles pointent notamment l'amalgame fait par l'auteur entre une expérience unique et spécifique d'un individu, et l'ensemble des écoles de commerce françaises. Alice Guilhon, présidente du Chapitre des écoles de management à la CGE, qui a adressé une réponse à Michael Lainé via *Le Monde*, se dit particulièrement offusquée : "Tous les arguments de ce monsieur sont démontables. Il n'a aucune rigueur, généralise à partir d'une expérience malheureuse dont j'ai du mal à croire à la véracité, et jette l'opprobre sur toute une communauté d'écoles parmi les meilleures au monde. C'est un tissu d'interprétations, comme celle sur la courbe de Gauss que doivent impérativement respecter toutes les écoles dans la notation des élèves car c'est un prérequis européen dans le système des [ECTS](#) ! Il me serait aisé d'user des mêmes procédés, en prenant des exemples de pratiques à l'université et de stigmatiser toutes les autres !"

Interrogé en marge d'une conférence de presse, lundi 24 septembre, Frank Bournois, directeur général d'ESCP Europe, par ailleurs membre du conseil scientifique du centre de recherche de l'EDC, voit dans cet événement l'occasion de rappeler combien il est important de pouvoir "différencier les écoles" et

"reconnaitre leur qualité". "Les écoles validées par la CEFDG, visées et multi-accréditées à l'échelle internationale – AACSB et Equis – sont les fleurons de notre enseignement supérieur de gestion. Il faut absolument que les étudiants étrangers aient une garantie de l'État pour ces écoles, notamment au niveau licence, au travers du grade."

Pour "le Monde", la tribune a valeur de "témoignage"

Contacté par AEF info, Antoine Reverchon, responsable des pages "tribunes" du cahier *Économie du Monde*, explique que cette tribune a valeur de "témoignage". "Il y en avait des pages et des pages, nous avons dû beaucoup couper dans les exemples et les anecdotes. Ce qui nous a intéressés, c'est le modèle économique qu'il y a derrière ces écoles, et le contrat commercial passé entre l'école et l'étudiant", explique-t-il. "À quel moment passe-t-on du 'j'achète une formation' à 'j'achète un diplôme' ? Cette nature de contrat commercial est présente dans toutes les écoles privées, d'où le choix du titre sur les écoles de commerce en général. Après, tout est affaire de gradation." Il précise que le titre des tribunes publiées dans les pages dédiées aux opinions dans la version papier du journal est fait par les éditeurs du *Monde*, "qui choisissent le plus percutant", tandis que celui des tribunes publiées en ligne "est forcément une citation extraite du texte, entre guillemets, pour les différencier des articles journalistiques".

Enfin, sur le choix des signataires des tribunes, Antoine Reverchon indique qu'il est fondé sur l'argument de fond plus que sur l'auteur lui-même. "On vérifie qui nous envoie les textes bien sûr, pour éviter les sous-marins de partis politiques par exemple, mais n'importe qui peut nous adresser une tribune. Dans ce cas, je ne connais pas personnellement Michaël Lainé, mais c'est un économiste, il a écrit des livres, il est membre des *Économistes atterrés*. Il critique un système auquel il a émargé."